



Monsieur Olivier VÉRAN
Ministre des Solidarités et de la Santé
14 avenue Duquesne
75350 PARIS SP 07

Montreuil le 7 avril 2020

Monsieur Le Ministre,

SECURITE SOCIALE

MSA

Vous vous êtes adressé, dans un message daté du 2 avril 2020, à l'ensemble des salarié-e-s de la Sécurité sociale reconnaissant le rôle essentiel assuré par notre institution. Vous indiquez ainsi que : "Notre pays a pris le chemin de la résistance contre l'épidémie et c'est vous [...les personnels de la Sécurité sociale...] qui en tracez la voie".

RSI

Comme le Président de la République, vous semblez redécouvrir les vertus de notre Sécurité sociale comme système solidaire, quand lui, redécouvre celles de l'Etat providence.

Mutualité

C'est, cependant, oublier un peu vite votre position quand, député, vous remettez en cause le sens même et les valeurs de la Sécurité sociale par le dépôt d'un amendement visant à remplacer dans la Constitution le terme "Sécurité sociale" par "Protection sociale".

Retraite et Prévoyance

Aide et Maintien à

Domicile

Il aura fallu une crise sanitaire et un virus de quelques nanomètres pour que votre gouvernement pétri de tant de certitudes néolibérales redécouvre l'intérêt des services publics, de notre Sécurité sociale et de leurs agents, de la France des travailleurs qui produisent les richesses de notre pays, enfin en un mot l'économie réelle.

Pôle Emploi

Missions Locales/PAIO

Pourtant, cela fait des années que la CGT exige des moyens pour que les salariés puissent vivre dignement de leur travail, des années que nos syndicats et les salariés se battent pour défendre notre système de retraite solidaire et le droit à la santé ainsi que les Services publics mis à mal par vos politiques de rigueur budgétaire.

Régies de Quartier

Associations/Divers

Comme vos prédécesseurs, vous et votre gouvernement vous employez à détruire à grand coup de loi régressive et antisociale notre modèle social.

Cependant, à chaque Loi de Financement de la Sécurité Sociale et Loi de Financement, nous refusons les suppressions d'emplois, les fusions, les mutualisations, les réorganisations, la diminution des budgets et le recours au travail précaire.

.../...

.../...

Nous refusons vos réformes successives qui visent à démanteler la Sécurité sociale.

Au contraire, depuis des années, nous militons pour l'augmentation générale des salaires, l'égalité femmes / hommes et l'amélioration des conditions de travail.

Depuis 2003, ce ne sont pas moins de 232 organismes de Sécurité sociale qui ont disparu. La Sécurité sociale est passée sous la barre symbolique de 300 organismes mais aussi, dans la même période, c'est 20 400 salariés de moins et une diminution drastique des frais de personnel. Pire, ce sont 11 500 postes qui seront encore supprimés avec les Conventions d'Objectifs et de Gestion actuelles. Tout ceci, sans compter que le taux de Rémunération Moyenne par Personnel en Place, accordé ces dernières années, ne cesse de diminuer pour atteindre dangereusement le seuil planché. Conséquence : ces mêmes salariés que vous estimez aujourd'hui « en première ligne » et dont vous vantez « l'implication quotidienne » n'ont perçu qu'une augmentation de la valeur du point de 0,5% en 10 ans.

Rien, pourtant, ne justifie cette casse de la Sécurité sociale, si ce n'est la volonté d'économiser au nom du dogme libéral et de la concurrence mondiale, sur le dos des personnels et des assurés sociaux.

A l'inverse de votre politique rétrograde et antisociale, notre Fédération milite pour le droit à une Sécurité sociale à 100 % pour la Santé, la Famille, l'Emploi, la Retraite et la Perte d'Autonomie.

La protection sociale vise à protéger les individus des aléas et des évolutions de la vie ainsi que des ruptures avec le marché du travail : maladie, maternité, accidents du travail, invalidité, perte d'autonomie, chômage, retraite, éducation des enfants.

Elle se doit de répondre aux principes de solidarité, de démocratie et d'universalité qui constituent les fondements de la Sécurité sociale.

La Sécurité sociale est au cœur de la protection sociale en France. Son rôle doit être immédiatement renforcé avec le financement nécessaire assis sur les cotisations sociales et géré par les assurés eux-mêmes.

Cette crise sanitaire met en exergue les conséquences des politiques successives néfastes de casse de la Sécurité et de l'Hôpital public qui ont malheureusement des répercussions graves sur la vie des citoyens.

La CGT a combattu, par la grève et les manifestations, vos réformes dont le seul objectif est de servir la finance. Elle s'inquiète, aujourd'hui, des conséquences pour tous les salariés épuisés en première ligne et demande leur protection pour préserver leur santé.

Contre celles et ceux qui luttent et qui résistent à votre offensive libérale, vos seules réponses ont été la répression jusqu'à la violence policière.

Malheureusement, vous ne tirez aucune leçon de votre politique qui, avec celle de vos prédécesseurs, a conduit l'hôpital public à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

.../...

.../...

Seulement 3 milliards pour les hôpitaux alors que l'hôpital a perdu 5,3 % de ses lits depuis 2013. À eux seuls, les établissements publics en ont perdu 13 631 lits. 3 milliards pour les hôpitaux contre 300 milliards de garantie de l'Etat sur les prêts octroyés par les banques, aux entreprises et 45 milliards d'aide et de soutien aux entreprises pour financer massivement le chômage partiel, le report des charges fiscales et des cotisations sociales.

En même temps, votre gouvernement met honteusement cette période de confinement à profit en s'attaquant aux droits des salarié-e-s avec la loi dite d'Urgence Sanitaire, comme avec la loi « Travail ».

Nous n'acceptons pas que les salarié-e-s, les jeunes, les chômeurs, les précaires, les retraités soient sacrifiés sur l'autel infecté du libéralisme. "Nos vies valent plus que leurs profits" !

Monsieur le Ministre, les revendications des salariés de la Sécurité sociale ne sont pas des utopies. Avec eux et contre les politiques libérales du gouvernement, nous entrerons, nous aussi, en résistance pour faire en sorte que ces revendications deviennent les réalités de demain.

Soyez assuré, Monsieur Le Ministre, de notre entière détermination.


Nadine LECLERC
Animatrice Collectif Sécurité sociale


Denis LALYS
Secrétaire Général